

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 30 avril 2026

Le prix du baril de la mélange mexicaine d'exportation a atteint 107,52 USD, son plus haut niveau depuis juin 2022, à l'issue de neuf séances consécutives de hausse.

LE CHIFFRE A RETENIR

107,52 USD

Prix du baril de pétrole
mexicain au 30/04

Ce niveau se situe environ 39 % au-dessus de l'hypothèse retenue dans les prévisions budgétaires (77,3 USD), traduisant un écart significatif susceptible de soutenir les recettes publiques à court terme. Selon les estimations officielles, chaque dollar additionnel pourrait générer près de 9,6 Mds MXN de revenus pétroliers supplémentaires (soit environ 548 M USD), renforçant les marges budgétaires du pays dans un contexte de volatilité accrue des marchés énergétiques.

Cette dynamique s'inscrit dans un mouvement haussier plus large des prix internationaux du brut, dans un environnement marqué par des tensions géopolitiques persistantes. En réponse aux pressions inflationnistes associées à la hausse des carburants, les autorités et les acteurs du secteur énergétique ont engagé des mesures conjointes visant à contenir les prix domestiques du diesel, combinant incitations fiscales accrues et ajustements des marges tout au long de la chaîne de distribution.

Dans un pays exportateur net de pétrole brut comme le Mexique, cette évolution est globalement favorable aux finances publiques, même si elle est partiellement compensée par la hausse du coût des importations de carburants.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

L'économie mexicaine s'est contractée de 0,8 % au T1 2026 par rapport au T4 2025, selon l'estimation préliminaire publiée par l'Institut National de de Statistiques et de Géographie (INEGI). Cela marque le recul le plus prononcé depuis 2024 et un retournement de l'activité après la croissance de 0,9 % enregistrée au trimestre précédent. La baisse de l'activité apparaît généralisée, affectant l'ensemble des grands secteurs : les activités primaires (-1,4 %) et secondaires (-1,1 %) ont enregistré les replis les plus marqués, tandis que les services (-0,6 %) ont également contribué négativement à la dynamique d'ensemble. En glissement annuel, la croissance ralentit nettement à 0,1 %, en deçà des attentes, confirmant un essoufflement de l'économie en début d'année. Cette évolution intervient dans un contexte externe moins porteur, caractérisé par des tensions commerciales avec les États-Unis et une incertitude accrue liée aux développements géopolitiques au Moyen-Orient, susceptibles de peser sur les coûts de production et la demande. Par ailleurs, la dynamique de l'investissement s'est nettement affaiblie depuis le début du mandat de Claudia Sheinbaum, contribuant à la modération de la croissance. Dans ce contexte, certains analystes évoquent un risque accru de récession en cas de prolongation de la faiblesse de l'activité. Les perspectives de croissance pour 2026 demeurent néanmoins modérément positives (autour de 1 % à 1,4 %), soutenues par des facteurs ponctuels, dont la tenue de la Coupe du Monde de la FIFA 2026, ainsi que par les mesures de soutien à l'investissement inscrites dans le programme économique du gouvernement.

Au cours de l'année 2025, les entreprises américaines important des produits depuis le Mexique auraient payé des droits de douane équivalents à 3,7 % de la valeur de ces marchandises, selon une analyse de l'Institut mexicain pour la compétitivité (IMCO). Ce niveau place le Mexique au troisième rang des pays affichant le plus faible taux implicite de droits de douane parmi les principaux partenaires commerciaux des États-Unis, derrière le Canada (2,4 %) et Taïwan (2,8 %). D'après l'IMCO, l'Accord États-Unis-Canada-Mexique (T-MEC) qui garantit des échanges libres de droits pour les produits couverts par l'accord (hors droits de douanes imposés en vertu de la section 232, sur l'acier, l'aluminium, le cuivre ainsi que sur les véhicules et les pièces détachées automobiles) a permis au Canada et au Mexique de se hisser en tête du classement. L'écart entre le Canada et le Mexique s'expliquerait en partie par la structure des exportations, dans la mesure où le Mexique exporte davantage de véhicules assemblés, qui est l'un des secteurs les plus touchés par les droits de douanes, avec un tarif de 25 % en vigueur. Parmi

les principaux partenaires commerciaux des États-Unis en 2025, le Mexique aurait bénéficié d'un taux implicite inférieur à celui de l'Union européenne (5,6 %), de la Corée du Sud (8,7 %) ou encore du Japon (10,6 %). La Chine a été le partenaire commercial des États-Unis le plus affecté par les mesures protectionnistes imposées en 2025 par le président américain Donald Trump, avec un taux implicite de 28,8 %. Alors que débute la première révision sexennale du T-MEC, le gouvernement mexicain a indiqué que ses priorités immédiates sont de préserver l'accord trilatéral et d'éliminer les droits de douane qui affectent actuellement les exportations mexicaines.

La gouverneure de la Banque centrale du Mexique (Banxico), Victoria Rodríguez Ceja, a annoncé que l'institution était proche de conclure son cycle de baisse du taux directeur entamé il y a un peu plus de deux ans et représentant au total 450 points de base (pdb). Lors de sa comparution devant la Commission des finances et du crédit public de la Chambre des sénateurs afin de rendre compte de l'accomplissement de son mandat, la gouverneure a déclaré que « *l'orientation monétaire atteinte est appropriée pour contribuer à la convergence de l'inflation vers sa cible et pour faire face aux défis liés à une possible prolongation et intensification du conflit (au Moyen-Orient)* ». Le niveau de resserrement monétaire, avec un taux de 6,75 %, serait selon elle plus élevé que celui observé dans des conditions macroéconomiques similaires mais répondrait aux défis auxquels l'inflation est confrontée. Les balances des risques témoignent de possibles pressions sur les prix dans les deux sens. D'une part, le renchérissement des produits énergétiques et d'autres intrants pourrait générer des pressions inflationnistes à la hausse. D'autre part, un ralentissement de l'activité économique mondiale, résultant de l'incertitude ou d'autres perturbations provoquées par le conflit, pourrait entraîner des pressions moindres sur les prix. Bien que l'économie nationale ait montré davantage de dynamisme au dernier trimestre de 2025, elle a indiqué qu'au début de 2026, l'économie « *a de nouveau manifesté une nette faiblesse* ». Ainsi, même si un rythme de croissance plus soutenu qu'en 2025 est prévu pour cette année, il est attendu que des conditions de sous-utilisation des capacités persistent dans l'économie nationale à court terme, de sorte qu'aucune pression sur les prix provenant de la demande n'est anticipée. La gouverneure a rappelé que le bilan des risques demeure orienté à la hausse.

Sectoriel

Le groupe brassicole Grupo Modelo annonce un programme d'investissement de 3,6 Md USD sur la période 2025-2027, en lien avec le Plan México. Représentant près de 1 % du PIB national, l'entreprise indique que ces investissements porteront

sur le renforcement de l'approvisionnement « hecho en México », la modernisation des brasseries et des points de vente, ainsi que le développement de projets d'économie circulaire et d'activités liées à l'événementiel. Le plan prévoit notamment la modernisation de plusieurs sites de production et de plus de 300 000 points de vente. La présidente Claudia Sheinbaum a indiqué que cet investissement reflète la solidité économique du pays et la poursuite des investissements privés.

Le gouvernement fédéral mexicain a acquis 100 % du capital du Train Suburbain pour environ 6 Md MXN (≈343 M USD), mettant fin à la concession privée détenue par Ferrocarriles Suburbanos. L'exploitation est désormais confiée au Fondo Nacional de Infraestructura (Fonadin), via Banobras. Mise en service en 2008, la ligne Buenavista–Cuautitlán (27 km, 7 stations) transporte plus de 45 millions de passagers par an. Cette nationalisation s'inscrit dans une stratégie de reprise en main des infrastructures ferroviaires et vise à faciliter l'extension du service vers l'aéroport international Felipe Ángeles International Airport (AIFA), ainsi que vers Pachuca.

Finances publiques

Les pertes liées au « huachicol fiscal » sont estimées à environ 7 Mds USD en 2025 (123 Mds MXN), illustrant l'ampleur persistante des détournements de carburants et de l'évasion fiscale associée au Mexique. Selon l'Observatoire citoyen de l'énergie, ce phénomène aurait généré un manque à gagner cumulé d'environ 29,4 Mds USD sur les sept dernières années, un ordre de grandeur comparable au budget alloué à Pemex pour 2026. Le « huachicol fiscal » désigne un ensemble de pratiques illégales combinant contrebande de carburants, falsification de déclarations et non-paiement des taxes, visant à écouler des produits pétroliers en dehors des circuits formels. Dans le détail, les pertes se répartiraient entre un manque à gagner direct pour Pemex, estimé à environ 3,2 Mds USD, en raison de volumes détournés des circuits officiels, et une baisse des recettes fiscales d'environ 3,8 Mds USD, les carburants concernés échappant notamment à l'IEPS et à la TVA. Après un recul initial au début de l'administration de Andrés Manuel López Obrador, les estimations pointent vers une résurgence du phénomène ces dernières années, y compris sous la présidence de Claudia Sheinbaum. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de fragilités persistantes en matière de contrôle douanier et de gouvernance, comme en témoignent les procédures engagées par la Fiscalía General de la República. Au-delà de son coût budgétaire, le *huachicol* contribue à fragiliser la situation financière de Pemex, malgré des soutiens publics importants, estimés à environ 44,5 Mds USD. L'efficacité de ces

transferts apparaît limitée à ce stade, une part significative ayant été absorbée par les dépenses courantes plutôt que par un désendettement durable.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	28/04/2026
Bourse (IPC)	-2,53%	18,06%	67 097,06 points
Change MXN/USD	0,52%	-10,64%	17,53
Change MXN/EUR	0,88%	-7,51%	20,55
Prix du baril mexicain	13,60%	87,09%	107,52

Amérique centrale

Belize

Le Belize fait face à un choc pétrolier marqué, avec une hausse de 76 % des prix du brut en deux mois, poussant le gouvernement à adopter des mesures d'urgence. Pour limiter l'impact sur les ménages, les autorités ont réduit les taxes sur les carburants (coût estimé à 60 M USD sur l'année) et instauré des subventions temporaires pour le transport. En parallèle, un ajustement budgétaire est engagé avec le gel de 30 M USD d'investissements publics et des coupes dans les dépenses courantes. Si l'approvisionnement reste assuré à court terme, ces mesures illustrent la vulnérabilité du pays aux chocs énergétiques externes et leurs effets sur les finances publiques.

Costa Rica

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour le Costa Rica. Initialement attendue à 4,6 % en 2026, la progression du PIB ne s'établirait désormais qu'à 3,9 %. Ce rythme demeurerait toutefois supérieur à la moyenne régionale, estimée à 2,2 %. Cette révision s'explique principalement par un environnement géopolitique moins favorable, marqué notamment par la hausse des prix du pétrole, qui alimente des pressions inflationnistes dans une grande partie des économies de la région.

Le ministre costaricien du Commerce a accusé le Panama d'imposer un « embargo commercial » au Costa Rica. Près d'un an et demi après la décision favorable obtenue par le Costa Rica devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les autorités panaméennes n'auraient en effet pas encore rouvert pleinement leur marché aux exportations costaricaines. Les restrictions, qui concernent notamment des produits agricoles tels que les ananas, les fraises et les bananes, remontent à 2019. À la suite du jugement rendu en décembre 2024, le Panama a introduit un recours devant l'organe d'appel de l'OMC, dont le fonctionnement demeure toutefois paralysé à ce stade, prolongeant de facto le différend commercial entre les deux pays.

El Salvador

Fitch maintient la note souveraine du Salvador à B- avec perspective stable, reflétant une situation financière encore fragile. Cette décision traduit l'absence de dégradation immédiate, mais aussi un niveau de risque élevé pour les investisseurs. L'agence met en avant des points positifs comme l'amélioration budgétaire, le soutien du FMI et une croissance de 3,9 % en 2025. Toutefois, la dette publique reste proche de 90 % du PIB et la charge d'intérêts demeure élevée. Fitch prévoit un ralentissement de la croissance à 3 % en 2026, dans un contexte de pressions externes et de faibles investissements étrangers.

Guatemala

La croissance des envois de fonds (remesas) vers le Guatemala devrait nettement ralentir en 2026 (+2,7 %), avec un impact attendu sur la consommation des ménages. Les transferts atteindraient environ 25,7 Mds USD, confirmant le poids central de ces flux dans l'économie, après un niveau record en 2025. Ce ralentissement s'explique par la baisse du nombre de nouveaux migrants et des d'émetteurs de fonds, dans un contexte de durcissement migratoire. Il pourrait

entraîner une diminution du nombre de bénéficiaires, avec près d'un million de ménages susceptibles de ne plus recevoir de transferts. Plus largement, la progression modérée des *remesas* en Amérique latine (+2 % attendu en 2026) risque de peser sur la consommation dans les économies les plus dépendantes.

Le subventionnement des carburants, en vigueur depuis le 28 avril au Guatemala, n'est pas encore appliqué dans toutes les stations, en raison des stocks existants. Seuls les nouveaux approvisionnements bénéficient du dispositif entré en vigueur le 28 avril, ce qui explique une mise en œuvre progressive selon les stations. La généralisation de la baisse des prix pourrait prendre quelques jours, le temps d'écouler les anciens stocks. Cette situation génère des incompréhensions chez les consommateurs et des tensions pour les distributeurs.

Honduras

Une mission du FMI s'est rendue au Honduras pour évaluer le respect du programme économique avec le Fonds dans le cadre de sa 5ème revue. La mission, prévue du 27 avril au 8 mai, portera sur les objectifs budgétaires et les réformes engagées depuis l'accord signé en 2023. Les autorités reconnaissent des retards et des manquements dans la mise en œuvre des engagements, et cherchent à rétablir la trajectoire du programme. Cette évaluation est déterminante pour la poursuite des décaissements et la crédibilité économique du pays.

Nicaragua

Le Nicaragua devrait afficher la croissance la plus élevée d'Amérique centrale en 2026 (4,5 %), selon la CEPAL. L'économie nicaraguayenne devancerait ainsi le Guatemala et le Panama (4 %), dans un contexte régional modéré (3,9 %). Cette performance s'inscrit dans une dynamique de croissance continue depuis plusieurs années, malgré un environnement international plus incertain. À l'échelle régionale, la CEPAL a légèrement revu à la baisse ses prévisions (2,2 % pour l'Amérique latine), en raison des tensions géopolitiques et des conditions financières plus restrictives. Par ailleurs, les données conjoncturelles confirment ce dynamisme, avec une hausse de 6,4 % de l'activité en janvier 2026, portée notamment par la construction et les activités extractives.

Panama

Le secteur bancaire panaméen aurait maintenu une activité soutenue en 2025. Selon la Superintendance des banques, les bénéfices cumulés auraient progressé de 2,4 % par rapport à 2024 pour atteindre 3 Mds USD. Les dépôts, tant

domestiques qu'externes, se sont inscrits en hausse, respectivement de 2,5 % (70,2 Mds USD) et de 11,1 % (46,6 Mds USD), traduisant un renforcement de l'attractivité du centre financier. Par ailleurs, les actifs du centre bancaire représenteraient désormais 6,8 % du PIB panaméen, confirmant le rôle structurant du secteur dans l'économie nationale. Le rapport souligne également que l'entrée de nouveaux acteurs internationaux, à l'instar de BBVA en 2025, illustre le dynamisme et l'ouverture continue du marché bancaire panaméen.

Le nombre de navires transitant par le canal de Panama aurait augmenté à la suite de la fermeture du détroit d'Ormuz. Le blocage des exportations d'hydrocarbures via ce corridor stratégique aurait en effet contribué à réorienter une partie des flux d'approvisionnement des pays asiatiques vers la côte Est des États-Unis, entraînant un surcroît de trafic par le canal. Alors que les moyennes journalières s'établissaient à 34 navires en janvier et 37 en mars 2026, certains jours d'avril auraient dépassé les 40 passages. L'Administrateur du Canal a toutefois indiqué que l'infrastructure ne présentait pas de signes de congestion. Le fonctionnement repose sur un système de réservations anticipées ; néanmoins, lorsque les capacités le permettent, certains navires peuvent bénéficier d'un passage anticipé, leur créneau initial étant alors remis aux enchères. Dans ce contexte de tensions accrues, le coût moyen d'un passage aux enchères aurait atteint environ 385 000 USD en mars et avril, contre 135 000 à 140 000 USD auparavant. Dans les cas les plus extrêmes, certains armateurs auraient déboursé jusqu'à 4 M USD afin de respecter leurs contraintes contractuelles.

Caraïbes

Cuba

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) anticipe une récession à Cuba en 2026. Le pays devrait enregistrer la contraction économique la plus marquée de la région, avec un recul de 6,5 % de son produit intérieur brut (PIB), après une baisse de 3,8 % en 2025 et une contraction cumulée d'environ 15 % entre 2021 et 2025. L'organisme des Nations unies souligne qu'à l'échelle régionale, l'Amérique latine devrait afficher une croissance moyenne de 2,2 % en 2026. Dans ce contexte, l'économie cubaine se distinguerait par une dégradation nettement plus prononcée que celle d'Haïti (-1,4 %) et de la Jamaïque (-1 %), les deux autres économies de la région également attendues en récession. Le rapport met en avant une crise structurelle profonde à Cuba, caractérisée par des pénuries persistantes d'énergie, de denrées alimentaires et de médicaments. Celle-ci s'inscrit dans un environnement international défavorable, marqué par des tensions géopolitiques accrues, une inflation mondiale encore élevée et des conditions de financement externe restrictives.

Haïti

Les exportations dominicaines vers Haïti auraient augmenté de 22 % au T1 2026 g.a.. Selon la Direction générale des douanes dominicaine (DGA), elles ont atteint 333,6 M USD au T1 2026 contre 275,8 M USD au T1 2025. Cette hausse est essentiellement portée par les exportations du régime domestique, qui sont passées de 186 M USD à 250 M USD sur la période. À l'inverse, les exportations issues des zones franches ont reculé de 20 %. Ces dernières restent largement concentrées sur le secteur textile, tandis que les exportations domestiques présentent une structure plus diversifiée. Une part significative de ces dernières est liée aux matériaux de construction (barres de fer, ciment, etc.), reflétant le poids de la demande haïtienne dans ce segment. Les produits alimentaires occupent également une place importante, notamment la farine de blé, le pain et les huiles végétales, qui figurent parmi les principales exportations vers Haïti. En sens inverse, les exportations haïtiennes vers la République dominicaine auraient chuté de 97 % au T1 2026 par rapport au T1 2025, pour ne représenter qu'environ 9 000 USD. Cette contraction s'explique principalement par l'effondrement des exportations de t-shirts, produit phare d'Haïti vers ce marché, dont les ventes ont reculé de 99 % et représentaient historiquement près de 84 % des exportations haïtiennes vers la République dominicaine.

Jamaïque

L'Autorité de reconstruction et de résilience nationale (NaRRA), nouvelle entité chargée de piloter la reconstruction post-ouragan Melissa sous l'autorité du Premier ministre jamaïcain, a été approuvée par la Chambre des représentants.

Sa création répond à un double objectif : accélérer et hiérarchiser la mise en œuvre des projets, tout en contournant les lourdeurs des procédures classiques de passation des marchés susceptibles de retarder le processus de reconstruction. Cette initiative a toutefois suscité des critiques de la part de l'opposition, qui redoute une concentration excessive des pouvoirs au profit de l'exécutif ainsi que des risques de dérives liés aux prérogatives dérogatoires accordées à la NaRRA. En réponse, plusieurs mécanismes de contrôle ont été introduits, parmi lesquels un reporting régulier au Parlement, un renforcement des dispositifs d'audit et une obligation de consultation des populations concernées. À ce stade, la liste des projets prioritaires devant être pilotés par la NaRRA n'a pas encore été rendue publique.

République Dominicaine

La République dominicaine afficherait un taux de croissance de 5,1 % g.a. en mars 2026, en forte augmentation par rapport aux mois précédents. Selon la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD), la croissance aurait ainsi atteint 4,1 % g.a. au T1 2026 contre 2,8 % g.a. au T1 2025. Ce rebond de la croissance est particulièrement important dans certains secteurs clés de l'économie dominicaine. La catégorie « hôtels, bars et restaurants » affiche ainsi un taux de croissance de 8,0 % g.a. en mars 2026, qui s'explique par l'arrivée d'un nombre record de touristes (plus de 900 000 arrivées par avion en mars et plus de 2,6 millions sur l'ensemble du trimestre). Le secteur manufacturier en zones franches affiche également une tendance haussière en mars (+ 7,8 % g.a.), ce qui pourrait continuer à stimuler les exportations. Le secteur de la construction affiche, quant à lui, un taux de croissance de 8,0 % g.a., porté par une augmentation significative du crédit au secteur privé (+7,9 % g.a.) grâce à des taux d'intérêt à la baisse.

L'agence de notation Fitch Ratings a révisé à la baisse sa perspective sur l'économie dominicaine, la faisant passer de « positive » à « stable ». En novembre 2023, l'agence avait relevé la perspective du pays de « stable » à « positive », maintenant la notation à BB-, en mettant en avant des améliorations institutionnelles ainsi qu'une gestion jugée prudente des politiques fiscales et monétaires par les autorités. Le 15 avril 2026, Fitch est toutefois revenue sur cette décision, en ramenant la perspective à « stable », sur la base de deux principaux facteurs. Le premier tient au ralentissement de l'activité économique au cours des trois dernières années, avec une croissance moyenne de 3,1 % entre 2023 et 2025. Ce

rythme apparaît inférieur à la tendance historique de long terme du pays, proche de 5 % sur les trois dernières décennies, mais également en deçà de la moyenne des pays notés BB, estimée à 3,9 %. Le second facteur concerne la capacité de remboursement de la dette, contrainte par la faiblesse structurelle des recettes publiques. Le service de la dette est en hausse continue et progresse plus rapidement que les recettes : le ratio intérêts/recettes est ainsi passé de 20,7 % en 2024 à 21,9 % en 2025, soit le niveau le plus élevé parmi les pays de la catégorie BB. Dans le même temps, les recettes publiques ne représentaient que 15,8 % du PIB en 2025 (contre 16,4 % en 2024), un niveau nettement inférieur à la médiane des pays notés BB, proche de 25 % du PIB.

Sainte-Lucie

Les modalités de financement du budget 2026/2027 de Sainte-Lucie ont été présentées par le Premier ministre, également ministre des Finances. Le budget s'élèverait à 2,2 Mds XCD (soit 812,7 M USD). Son financement reposerait principalement sur les recettes courantes (128 M USD), complétées par des recettes en capital (1,5 M USD), des subventions (29,9 M USD), des émissions de bons du Trésor (18,1 M USD) ainsi que par des emprunts et autres ressources extérieures (111,9 M USD). Parmi ces financements externes, des institutions telles que la Banque de développement des Caraïbes, la Banque européenne d'investissement, la Banque mondiale, ainsi que des partenaires bilatéraux comme le Fonds koweïtien et l'Arabie saoudite, sont identifiés comme sources potentielles. En outre, le Parlement aurait déjà approuvé certains emprunts, dont un prêt de Taïwan d'un montant de 160 M XCD (environ 59,1 M USD).

Le gouvernement aurait engagé l'élaboration d'un cadre jugé plus « approprié » pour le développement de projets en partenariat public-privé (PPP) au sein de WASCO, principal opérateur des services d'eau et d'assainissement à Sainte-Lucie. À cette fin, un groupe de travail aurait été mis en place avec la Société financière internationale (IFC), branche du Groupe de la Banque mondiale dédiée au secteur privé. Les enjeux liés au sous-investissement, aux pertes techniques et commerciales, ainsi qu'aux déficiences d'efficacité opérationnelle figurent au cœur des travaux engagés. Parallèlement, plusieurs projets d'infrastructures hydrauliques accusant des retards devraient progresser. Le Patience Water Supply Project, d'un montant de 5,35 M XCD (1,98 M USD), est ainsi attendu pour septembre 2026 et devrait permettre d'assurer l'approvisionnement en eau d'environ 4 700 résidents. S'agissant de l'assainissement, la station de traitement de Theobalds doit faire l'objet d'une réhabilitation visant à restaurer sa capacité nominale de production (10 millions de gallons par jour). Ce projet, financé par la Banque de développement des Caraïbes à hauteur de 13,46 M XCD (4,98 M USD), est actuellement en phase de sélection des entreprises. Ces annonces

interviennent dans un contexte de critiques croissantes des usagers à l'égard du système d'approvisionnement en eau, soulignant l'urgence d'une amélioration de la qualité et de la fiabilité des services.

Trinité-et-Tobago

Malgré le dynamisme du secteur énergétique, l'activité domestique serait restée modérée en 2025, selon la Banque centrale de Trinité-et-Tobago. Entre janvier et novembre, la production de pétrole brut aurait progressé de 5,2 %, tandis que celle de gaz naturel aurait augmenté de 0,7 %. Cette amélioration en amont a soutenu les activités associées, avec des hausses marquées de la production de gaz naturel liquéfié (+10,3 % sur la période janvier-novembre), de liquides de gaz naturel (+10,6 %) et d'engrais azotés (+9,7 %). En revanche, les secteurs non énergétiques auraient enregistré un net ralentissement. Le commerce de gros et de détail (hors énergie) ainsi que la construction se seraient contractés respectivement de 5,3 % et 3,5 %, illustrant une faiblesse persistante de la demande intérieure. Pour 2026, la Banque centrale anticipe une amélioration des performances extérieures. La hausse attendue des prix du pétrole, dans un contexte de tensions géopolitiques accrues, conjuguée à la reprise de la production énergétique nationale, devrait soutenir les recettes d'exportation et contribuer à un redressement de la balance commerciale.

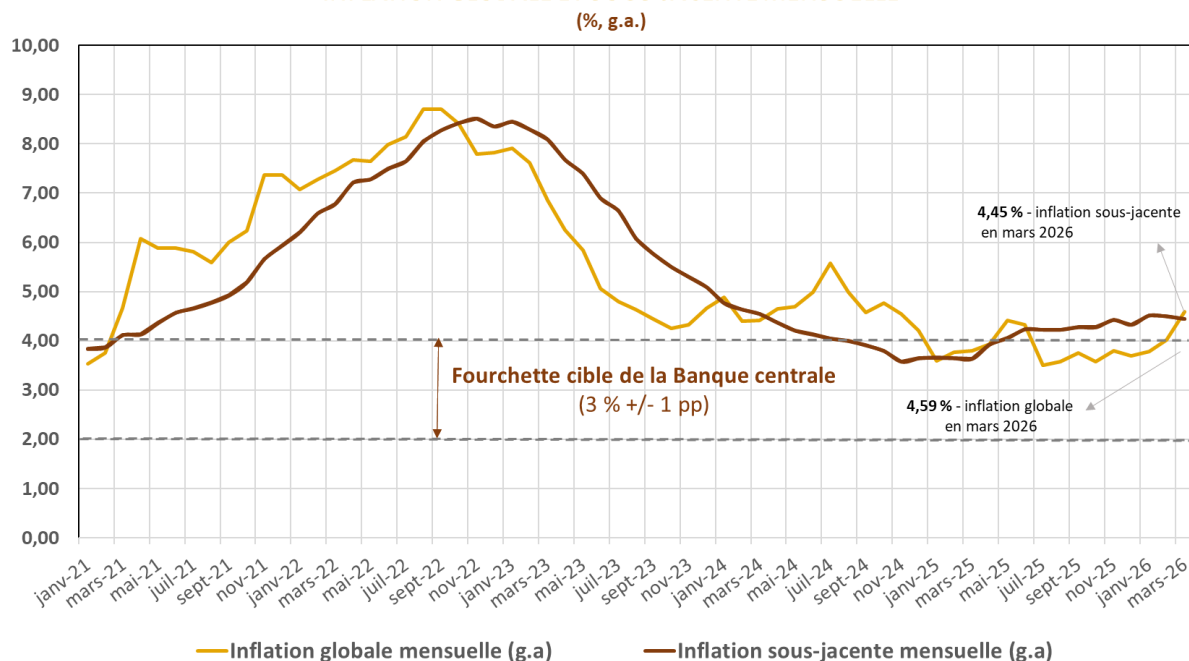
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Croissance du PIB 2025	Prévision FMI 2026	Dettes publiques (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 832,6	3,7%	3,1%	1,4%	0,6%	1,6%	62,7%	3,9%	6,75%
Belize	0,4	3,3	9,3%	0,5%	3,5%	2,7%	2,2%	63,2%	1,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	5,5 %	4,8%	4,1%	4,6%	3,6%	61,1%	-0,4%	3,25%
Guatemala	18,9	121,1	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,9%	27,6%	2,6%	3,75%
Honduras	11,2	39,7	4,1%	3,6%	3,6%	3,7%	3,3%	43,8%	4,4%	5,75%
Nicaragua	6,8	22,2	3,6%	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	33,2%	3,5%	6,25%
El Salvador	6,4	37,3	3,0%	3,5%	2,6%	3,7%	3,3%	84,5%	2,5%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,7%	23,5%	10,00%
Jamaïque	2,8	22,3	6,4%	2,7%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	65,8%	6,1%	5,75%
Panama	4,6	90,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,4%	3,8%	57,7%	1,4%	--
République Dominicaine	11	127,9	5,2%	2,2%	5,0%	2,1%	3,7%	58,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025 (Janvier 2026 pour les prévisions de croissance Mexique)

- Annexe Graphique Mexique -

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

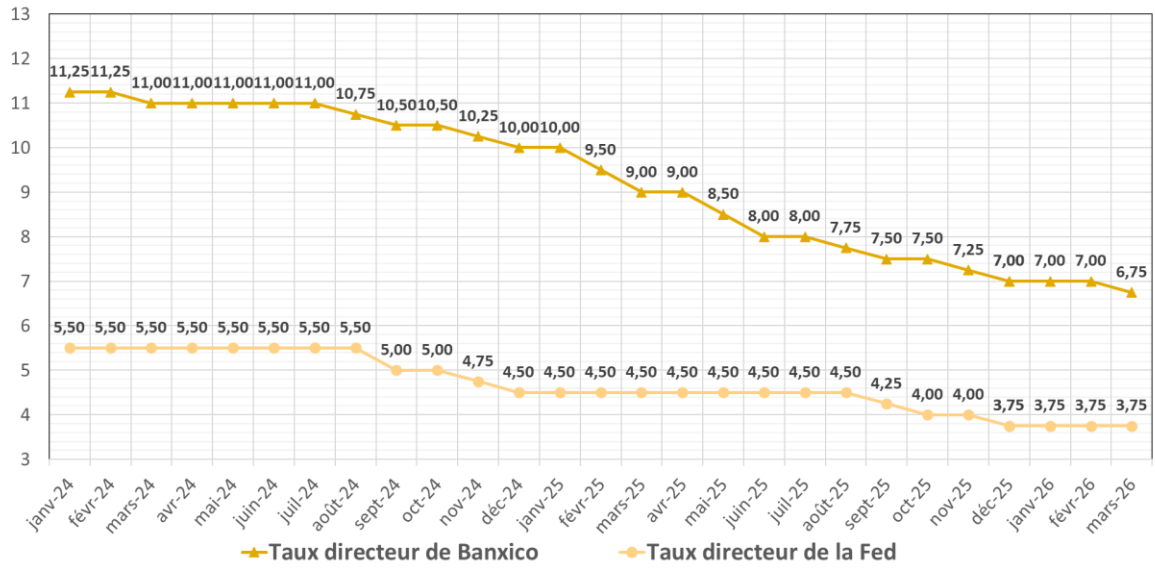


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300

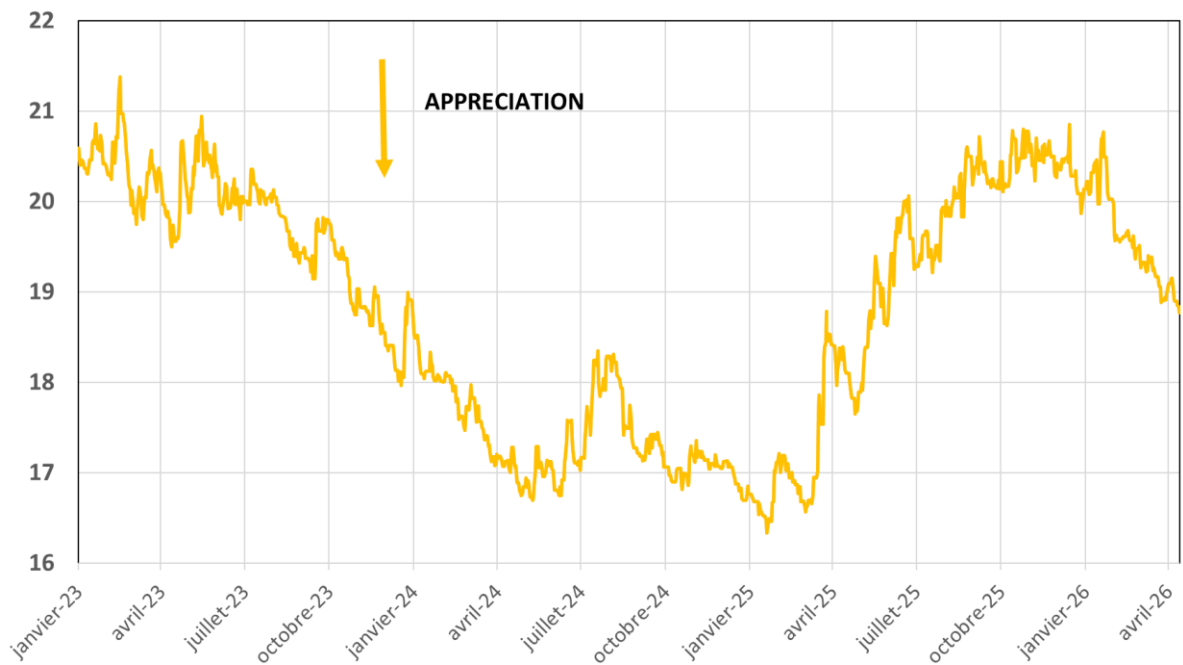
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

**DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**

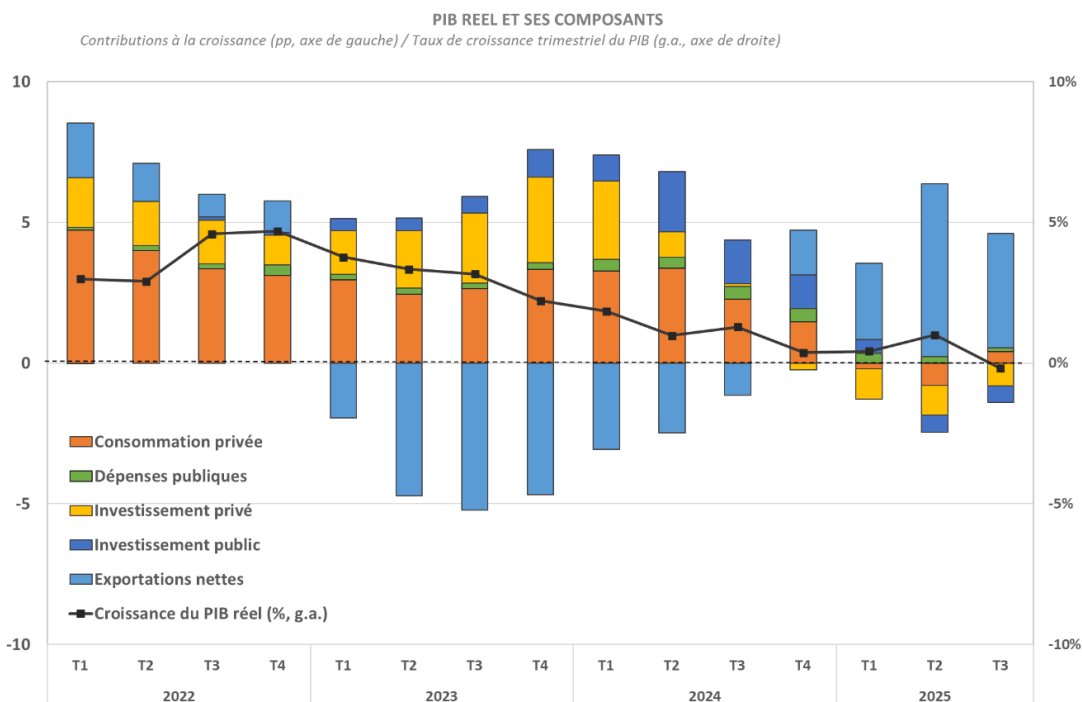


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

**EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE
(MXN/USD)**

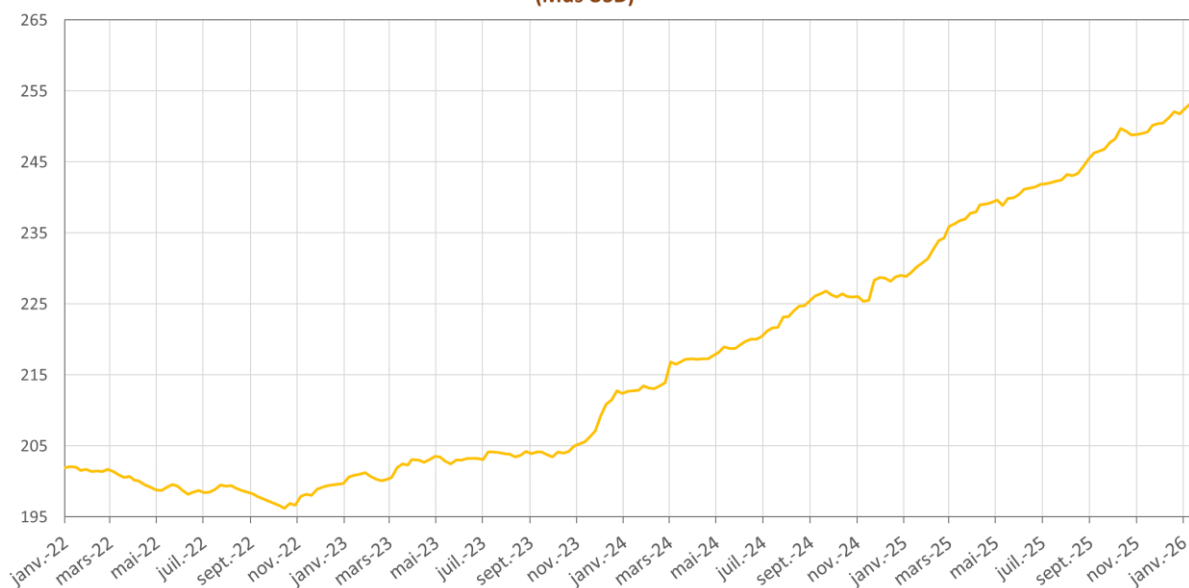


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr